

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p. 2 : Actu sociale (Les hôpitaux) / p.3 à 5 : Place au débat (La pédagogie de BFM) / p.6 : Actu sociale (BdF) / p 7 : 1^{er} mai / p.8 : Coup de gueule



Les élections présidentielle et législatives n'auront lieu que dans plus d'un an, le temps du bilan n'est sans doute pas encore venu ... sauf à dire qu'on pouvait déjà l'établir au bout d'une année, ce qui a d'ailleurs été démontré par l'ensemble du mandat !

Eh bien regardons quand même un peu où nous en sommes.

Et puisque nous sommes en pleine pandémie, commençons par l'hôpital, l'hôpital public, celui qu'on diffame quand tout va bien et qu'on fait applaudir lorsqu'on est en crise... faute de lui redonner les moyens supprimés depuis des années au nom du libéralisme qui détruit le service public. Gabriel Attal, porte-parole d'un gouvernement d'hypocrites, a beau reconnaître « un probable sous-investissement dans l'hôpital », il n'en reste pas moins qu'on a continué et qu'on continue à imposer au service public hospitalier des économies comptables indignes passant par des suppressions de postes et de lits.

A travers les plans d'économies qui se sont succédé depuis plus de 15 ans à l'initiative des gouvernements de Sarkozy, Hollande et Macron, destinés à contraindre les dépenses hospitalières dans le strict respect d'objectifs comptables, ce sont plus de 12 milliards d'euros de coupes budgétaires qui ont été infligés aux hôpitaux. Ainsi ont disparu environ 40% des lits de réanimation ; on imagine ce que ça entraîne pour la gestion de la pandémie dans les services ! Le prix fort est aussi payé par le manque flagrant de masques, de gel, de surblouses... Des actes chirurgicaux ont dû être repoussés : 25% de greffes en moins en 2020 (29% pour les greffes du

rein), voilà un des brillants résultats de cette politique.

La politique de santé désastreuse qui éclate sous nos yeux n'est qu'une illustration du dogme macronien : il n'avait pas caché vouloir une France à la Thatcher, une « start-up nation », une société « post salariale », sans statuts, ubérisée, sans système de sécurité sociale. Il fallait tourner le dos au programme du CNR. Et il a amplifié la privatisation

des services publics, hôpitaux, école, énergie, transports, ... et il s'attaque même aux administrations (de la gestion des forêts... à celle de l'impôt ?). Il s'en prend au Code du travail - déjà mis à mal sous Hollande lorsqu'il était ministre des finances- et facilite la « mobilité », en fait les licenciements ; il supprime les structures de représentation du personnel et facilite les emplois « déstructurés » : uber ou auto-entrepreneurs. Le financement de la sécurité sociale est asséché :

cotisations allocations familiales, cotisations chômage supprimées, cadeau aux entreprises avec des exonérations de cotisations sociales salariales et patronales.

La théorie est celle du « ruissellement » : il faut faciliter la vie aux « premiers de cordée » ... et ça ruissellera sur ceux qui ne sont « rien ». De la théorie à la pratique : refus de rétablir l'ISF, refus de redonner de la progressivité à l'impôt sur le revenu, refus de revoir l'impôt sur les sociétés ; mieux une nouvelle baisse de l'impôt sur la production est annoncée par B. Lemaire. Le journal économique Les Échos titrait que « le mois de novembre 2020 était le meilleur mois du CAC 40 depuis trente ans » et, en même temps, Macron n'a pas honte d'annoncer une augmentation du SMIC de 0,99% ! Ah ils sont bien



récompensés les travailleurs de première ligne : éboueurs, caissières, femmes de ménage, ... ! Les inégalités se sont aggravées comme jamais pendant cette pandémie.

Alors à quoi a-t-elle servi cette destruction de notre modèle social, économique et institutionnel ? A pas grand-chose si on regarde les performances de la France par rapport aux pays européens. Le déficit

commercial notre pays a atteint 82,5 milliards d'euros, de loin le plus élevé de l'Union européenne. Et aujourd'hui les médias nous annoncent un duel Macron-LePen dans un an, avec des gens qui se refusent à choisir entre le mal et celui qui précipite le mal. Il en sera ainsi tant que la gauche ne saura pas se tourner vers le peuple, vers ses besoins et ses aspirations.

Marinette BACHE

ACTUALITÉ SOCIALE

SOIGNONS NOS HOPITAUX !

Par Marianne JOURNIAC



Depuis 25 ans de plan d'austérité en plan d'austérité nos hôpitaux publics, nos personnels soignants et la population ont payé le prix fort.

De 1993 et 2018 plus de 100 000 lits ont été fermés en France. Et, en 2019, le gouvernement Macron a encore décidé de supprimer 3400 Lits. Cela se rajoute à des milliers de suppressions de postes de soignants entre 1993 et 2018. Ces diminutions drastiques de lits ont entraîné la fermeture de lits en réanimation. Pas plus de 5 000 lits de réanimation en France contre 15 000 en Allemagne.

Pourtant, depuis des années, des collectifs citoyens se sont créés dans toute la France, avec souvent le soutien des maires, se sont mobilisés pour défendre leur établissement, leur maternité, les services spécialisés et ont alerté les pouvoirs publics.

Les conséquences de ces politiques de santé, ce sont des services et des équipes désorganisés. Pour les usagers c'est l'attente de plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous en consultation comme en hospitalisation.

La situation était déjà catastrophique. Aujourd'hui la crise de la Covid 19 a été révélatrice et a mis en exergue la casse de l'hôpital public.

L'afflux des patients atteints de la Covid 19 a obligé les décideurs à stopper toutes les activités programmées et l'hôpital s'est transformé en unité de soins critiques. Les salles d'opération ont été transformées en lits de réanimation.

Mettre en pause les soins de santé primaire, c'est lourd de conséquences, c'est déclencher une autre forme de pandémie. Ce sera à moyen terme une multiplication de cas graves.

Tous les hospitaliers ont assumé et ont permis de faire face à la première bataille. Nos élèves infirmiers et nos étudiants en médecine ont été réquisitionnés pour aider les soignants. Les aides-soignants ont suivi une formation expresse pour intervenir auprès des patients hospitalisés en réanimation.

Cette crise pandémique a été l'implacable révélateur du manque d'anticipation du gouvernement ultra-libéral de Macron : pas de masques pas de tests, pas de traçage, pas d'accompagnement des patients positifs, ruptures de médicaments... Ce sont aussi des milliers de personnels soignants qui ont été contaminés .

Le « Ségur de la Santé », tant vanté par son Ministre, n'est pas été à la hauteur. Les 183 euros ne permettent pas rattraper les retards accumulés du point d'indice. Nous sommes à la 22^{ème} place des rémunérations des personnels infirmiers de l'OCDE.

Le coût de cette pandémie a été chiffré à 15 milliards d'euros pour la Sécurité sociale.

Pourtant le Gouvernement Macron continue : il a décidé d'un nouveau plan d'économies de 1,3 milliards d'euros. Aujourd'hui, l'accès aux soins de qualité pour de la population n'est plus. Notre système de santé est, lui aussi, en réanimation.

Ca suffit ! Stop à la « rationalisation » de l'offre de soins, stop à la « maîtrise comptable » des dépenses de santé. Il faut redonner à l'hôpital public tous les moyens financiers, humains, et matériels nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Il faut revaloriser la recherche publique. Il faut rendre attractif le métier de soignant et redonner confiance au personnel hospitalier car demain, c'est plus de 100 000 soignants qu'il faudra embaucher pour ouvrir des lits et « soigner » nos hôpitaux !

PLACE AU DEBAT

La « pédagogie » de BFM et de son journaliste économique vedette, M Doze.

Par Jean Claude Chailley

M Doze, éditorialiste de BFM, anime également l'émission les « EXPERTS » de BFM Business.

Il y défend, près d'une heure par jour, les positions les plus libérales de la droite et du MEDEF.

Verbatim :

N Doze s'indigne – comme à peu près tous les jours - du niveau de « dépenses publiques » : « *Qu'est qu'on fait de cet argent public ? Il y a 730 Milliards de dépenses sociales sur 1220 Milliards de dépenses publiques ; mais on se demande parfois : à l'Education nationale sur 1,3 million, il y a 800 000 profs. Il y en a **600 000 personnes qui font quoi ????*** »

→ Noter que dans sa frénésie à démontrer que les non enseignants sont infiniment trop nombreux, il en rajoute 100 000 !

En écho M Philippe Manière, PDG, ancien animateur de l'émission, ajoute : « c'est **pareil à l'hôpital** ». Et il complète : « **la sphère publique est déjà obèse...** »

N Doze : « **La retraite chez nous c'est 4 points de plus qu'ailleurs** »

→ Les « 4 points » qu'il martèle jour après jour, ça veut dire que les retraites doivent baisser de 25 à 30 %. La pression à relancer une réforme pour baisser les retraites est maximale.

Puis il choisit de citer la réaction d'un auditeur : « **tant qu'une journée d'hôpital coute 3 fois plus cher en France qu'en Belgique, en Allemagne, ...** »

→ Au lieu de procéder par insinuation M Doze aurait dû vérifier !

Un chef d'entreprise, pilier de l'émission : « **On n'a pas besoin de créer des emplois publics, il faut créer des emplois privés par la baisse des charges de tout poil qui pèsent sur les entreprises...** ».

N Doze interrompt: « le CICE transformé en baisse de charge ».

Le PDG poursuit : **les impôts de production** qu'il faudrait continuer à baisser ; 60 milliards qui pèsent sur nos épaules, c'est **50 milliards de plus que les Allemands, on court un marathon avec un sac de pierre sur le dos** ».

→ Ils ont déclaré que les 150 milliards d'aides publiques et les exonérations de cotisations sociales, n'existent pas puisque c'était des charges indues et qu'il en reste encore.

N Doze précise : « J'entends la baisse non pas des impôts car il y a aussi les cotisations qui ne le sont pas, mais des **prélèvements obligatoires. On ne peut pas continuer éternellement avec le système qu'on a mis en place après-guerre**, après 1958 avec **l'assurance chômage** qui aura 70 Milliards de dette en 2022. C'est un système assurantiel qui par définition par essence doit être équilibré ».

Il y a bien souvent sous-estimation dans la population, dans le mouvement social.

M Doze et ses pareils qui parlent au nom du MEDEF, des gouvernements, de l'UE, des « marchés », sont clairs : **Les réformes s'enchaînent, chacune prépare la suivante, dans le cadre général : « ADIEU 45 ! ».**

→ Les mots ont un sens : M Doze ne parle pas dépenses, il parle « prélèvements obligatoires ».

Pour lui les prélèvements **obligatoires doivent baisser**, notamment ceux qui concernent les entreprises : **cotisations sociales dites « patronales », impôts sur les sociétés, impôts de production,...**

Mais il faut que l'ensemble des dépenses des ménages augmente : le chiffre d'affaires des entreprises privées, leurs profits, leurs dividendes, doivent augmenter.

Dur, dur, de défendre les services publics, la redistribution des richesses !

Mme Nadine Levratto, chercheuse au CNRS, prof à Nanterre, était invitée. Contrairement à la plupart des profs d'économie invités elle défend les services publics, la redistribution des richesses. Dur, dur, !

M Manière attaque la chercheuse du CNRS, pourtant très calme et pondérée, les redistributions jugées « soviétiques » en France : « **Le gauchisme** de ce débat...la redistribution, on ne peut pas tellement mieux que **l'Union soviétique...** »

Dans une autre émission elle prouve, à partir de chiffres officiels, que la majorité des impôts de production est payée par les grandes entreprises et non les PME. Là elle a eu droit à un déferlement de haine des PDG présents.

Pour M Doze le ministère de l'Éducation est dirigé ...par les syndicats.

M Doze sait pourquoi on dépense trop et que rien ne va à l'éducation nationale :

« **L'Éducation nationale est pilotée par le monde syndical.** C'est eux qui prennent les décisions. Quand vous parlez aux profs ils apprennent les informations les concernant, y compris les augmentations de salaire, par des infos signées par les syndicats dans leur boîte aux lettres dans la salle des profs »

- Scoop : je n'avais pas compris que les syndicats avaient décidé le gel du point d'indice, ni qu'ils avaient convaincu les gouvernements de faire voter Parcoursup, la LPPR, et bien d'autres réformes... !

La relance économique serait une bérézina idéologique pour M Doze (et MM Macron, Le Maire, Roux de Bézieux,...).

M Eric Heyer, OFCE, prononce des propos de bon sens : « On se demande comment on fait repartir cette épargne qui est là, et c'est ça le vrai plan de relance, un des vrais plans de relance ...Je vais aller jusqu'au bout. **Si vous dites : « demain il y a de l'austérité**, demain on va revoir les retraites, il y en aura moins, demain on va faire une assurance chômage moins généreuse », à votre avis comment pensent les citoyens ? Il va falloir que je fasse un peu plus d'épargne pour ma retraite, un peu plus d'épargne si je tombe au chômage, un peu plus d'épargne car il y aura des dépenses publiques en moins, **c'est pas comme ça que vous relancez l'économie ...** »



M Doze : « Je sais que vous allez m'expliquer que ce n'est pas une dépense de fonctionnement d'investir dans l'école, ce n'est pas une dépense d'investir dans l'hôpital, sauf que dans l'hôpital c'est de l'argent qui va exactement dans quel endroit ? Dans l'école il va exactement où ? On ne peut pas considérer que la réflexion sur la dépense publique, sur le niveau de la **dépense publique**, n'est pas une réflexion qu'il ne faut pas mener de façon absolument sérieuse ...(Rapport Arthuis, règle d'or pluri annuelle,...)»

- M Doze n'a aucun argument à opposer à M Heyer. Donc il enfourche sa rengaine sur les fonctionnaires inutiles, les économies sur la Sécurité sociale,...
- N'en déplaise à BFM et à ses pareils, l'éducation, la santé, sont bien des investissements, nécessaires, y compris pour le secteur privé.

- **Leur modèle, cf CAP 2022, c'est singer les Etats Unis** sans en avoir la puissance militaire, la puissance du dollar,... : quelques grandes universités européennes, aux inscriptions hors de prix à la place d'un enseignement public de qualité, l'hôpital privé, les assurances privées et fonds de pension, la Sécurité sociale ramenée à un filet de sécurité pour pauvres,...

Réforme « Hercule » d'EDF. M Doze : « 30 % ça reste public, c'est pas une privatisation »

- Si ! La privatisation commence dès la 1^{ère} action, voire comme à la Poste dès le changement de statut. Ceux qui achètent des actions les achètent pour avoir un cours de l'action qui monte et toucher des dividendes, pas pour le meilleur service, à égalité, pour toutes et tous.
- Bien sûr plus le % d'actionnaires privés augmente, notamment via les gros investisseurs, plus leur rapport de forces augmente.

M Doze est très déçu des résultats de sa « pédagogie » !

M Doze : « La méconnaissance de ce qu'est la dette publique, je suis tombé de ma chaise... **je me suis dit à quoi ça sert de faire de la pédagogie économique du matin au soir** »

- Le terme « pédagogie » est intéressant : de nombreux professeurs d'économie qui participent à ses émissions enseignent en université la même chose que M Doze.
La pression du ministère de l'éducation s'accroît sans cesse pour que tous les professeurs d'économie soient contraints d'enseigner les théories les plus libérales.
- M Doze déplore que la population soit dure à formater. Dur effectivement d'obtenir l'adhésion à la baisse des salaires, des retraites, à la casse des services publics, de la Sécurité sociale.

L'échec relatif de M Doze, c'est l'espoir pour nous !

LES BRAS M'EN TOMBENT

MACRON, l'homme le plus fort du monde !

Par Béatrice Durand

Standardiste, boxeur, pilote de chasse, bobo... Emmanuel Macron endosse des costumes et des rôles différents depuis le début de son quinquennat.

Non fier de porter l'uniforme, en ces temps de crise, le Président revendique désormais la blouse blanche d'un épidémiologiste.

Ce sont ses proches qui vantent : « *sa capacité à « challenger » le ministre de la Santé, Olivier Véran, ou les scientifiques, autour de la table du conseil de défense* » ; « *Le président a acquis une vraie expertise sur les sujets sanitaires* », dit le ministre Jean-Michel Blanquer.

« *L'épidémiologie est une science, et demande des années d'expérience* », selon Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique. Mais, pendant que certains font des études pendant plus de dix ans après le baccalauréat, Monseigneur, obtient, lui, le précieux sésame en mois de 6 mois. Rassurez-vous, il n'a pas obtenu officiellement un diplôme et tant mieux vu comment ses diplômes d'énarque lui ont permis de gérer la crise depuis le début...

Il faut reconnaître qu'on affronte le ridicule sans trembler au gouvernement. Notre président est ainsi intronisé surhomme capable de gérer, seul, contre l'avis de tous les spécialistes qui l'entourent, une telle pandémie.

Mais de la même façon que Notre-Dame ne sera pas reconstruite en deux ans, malgré l'annonce de l'entrepreneur Macron, nous préférons souhaiter à tous de se faire vacciner au plus vite. Ca nous semble plus sûr que de se fier au nouvel épidémiologiste autoproclamé.

ACTUALITE SOCIALE

Appel pour la Banque de France dont Réso est signataire :

1 000 nouvelles suppressions d'emplois

Banque de France : Halte à la saignée !

Dans la période de crise que nous traversons, le Gouverneur Villeroy de Galhau, ancien directeur général délégué de la BNP et véritable « Diafoirius », n'a qu'une seule réponse : « **la saignée vous dis-je !** ».

Après avoir engagé une baisse de 20% des effectifs entre 2016 et 2020 et si son projet de 1000 nouvelles suppressions d'emplois aboutit d'ici 2024 (sans la moindre concertation préalable avec les représentants des usagers, associations de consommateurs ou d'élus) : plus de la moitié des effectifs serait ainsi « saignée » en moins de 20 ans (NB : La BDF comptait plus de 18 000 agents dans les années 90, 14 000 agents en 2005 et en compterait environ 8 300 en 2024 ...).

Alors que l'Institution dégage en moyenne 6 milliards d'euros d'excédent par an depuis 10 ans, les répercussions de ces suppressions de personnel sur les relations avec les usagers, qu'il s'agisse des particuliers ou des entreprises, seraient catastrophiques. Car, en aucun cas, le recours au numérique prôné par les dirigeants de la Banque ne peut remplacer le contact et l'expertise humaine des agents du service public que sont les salariés de la Banque de France.

Alors que le pays est malade, la Banque de France pourrait-être un des remèdes en :

- **Développant son activité au service de l'emploi et des entreprises.** Depuis la crise de 2008, par exemple, la médiation du crédit assumée par la Banque de France a permis de sauver 400 000 emplois dans le pays (soit 40 fois les effectifs actuels de l'Institution). Aujourd'hui, après un an de crise sanitaire, les besoins en cette matière ont été multipliés par 14 (oui, 1 400% !!) et les sollicitations des entreprises se multiplient.

- **Développant son activité auprès des usagers en difficulté, en situation de surendettement, demandeurs d'un recours au droit au compte bancaire...** Cela est d'autant plus nécessaire que le ministre de l'économie et des finances, dans une réponse ([publiée au JO du 25 mars 2021](#)) à une question sénatoriale, déclare notamment : « **alors que les effets de la crise perdurent, il ne peut être exclu en 2021 de plus en plus de ménages voient leur situation financière fragilisée, voire basculent vers une situation de surendettement.** »

- **Gardant tous ses services de caisses, seule solution pour garantir par la puissance publique l'approvisionnement de tout le territoire en billets.** Le billet est le seul moyen de paiement gratuit et sûr pour toutes et tous. Le gouvernement de la Banque de France prétend pourtant en privatiser la gestion (tri et délivrance) dans 13 points du territoire sur 37, où il fermerait ses caisses au profit de Stocks Auxiliaires de Billets gérés par les sociétés privées Brink's ou Loomis rémunérés pour cela par l'Institution.

Nos organisations associatives, syndicales et politiques, rassemblées et solidaires, convergent pour déclarer que les missions, les implantations et les agents de la Banque de France jouent un rôle irremplaçable au service des usagers et des territoires dans l'exercice effectif de leurs droits légaux en matière de lutte contre l'exclusion financière et de lutte contre l'exclusion du crédit aux entreprises. Cet ensemble (*missions de service public, implantations territoriales et personnels*) est un vecteur de développement économique et social sans aucun équivalent qui contribue, de manière exceptionnelle, aux politiques d'aménagement du territoire, de cohésion sociale et de sauvegarde des bassins d'emplois.

Pour toutes ces raisons incontestables, l'approche comptable réductrice, privilégiée par le Gouverneur de la Banque de France, est manifestement contraire à l'intérêt général.

Aussi, il est plus que jamais nécessaire de débattre de l'avenir des missions de la Banque de France, de sa représentation territoriale et des moyens humains affectés avec la collectivité nationale (*notamment les associations de consommateurs et d'usagers, les associations d'élus locaux et les représentants des TPE/PME*) et les représentants du personnel avant qu'un tel projet ne soit adopté.

Nous demandons donc une table ronde sur ce thème et un moratoire immédiat sur toutes les suppressions d'emploi prévues à la Banque de France, qui doit avoir les moyens d'aider le pays à sortir de la triple crise, sanitaire, sociale et environnementale.



1^{er} mai, journée internationale des travailleurs

Nous publions ci-dessous l'appel lancé par quatre organisations : CGT- FO- FSU et SOLIDAIRES pour un 1^{er} mai unitaire

1er mai 2021 : Ensemble pour les droits sociaux et les libertés

Depuis plus d'une année, la pandémie liée à la Covid bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents. En France, le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses va, une nouvelle fois, se dérouler dans un contexte de crise sanitaire. La persistance de la circulation des virus est rendue plus alarmante par l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique, moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux ou encore dans les déserts médicaux. Ce constat indéniable de difficultés d'accès aux soins trouve ses causes dans des choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies. Pour nos organisations, il est temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour rebâtir un système public de santé à hauteur des besoins. Le « bout du tunnel » tant espéré est également ralenti par une carence d'approvisionnement en vaccins. L'insuffisance de moyens consacrés à la recherche publique et à la production du médicament n'est pas sans lien avec cette situation de pénurie. Les organisations signataires renouvellent leur demande d'une mise à disposition accélérée de vaccins sûrs et efficaces pour toutes les personnes qui le souhaitent. Cette crise sanitaire se double d'une crise économique et sociale très grave malgré les dispositifs mis en œuvre et malgré la solidité de notre système de protection sociale. Pourtant, l'emploi et les salaires sont affectés et pourraient l'être durablement. L'incertitude quant au redémarrage de l'activité de nombreux secteurs, à l'arrêt ou au ralenti depuis des mois, et aux conséquences à plus long terme, gagne. De trop nombreux plans sociaux, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emploi sont en cours. Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie. Nos organisations exigent leur conditionnalité au respect de normes sociales et environnementales et à la préservation des emplois, tant dans l'industrie que dans les services. A l'éducation nationale, dans les services publics, comme dans les différentes administrations, les suppressions de postes se poursuivent. Il est temps de stopper l'hémorragie par des recrutements indispensables à l'exercice de missions de qualité. La précarité et la pauvreté gagnent du terrain en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats à durée déterminée. De plus en plus, émerge le sentiment d'une génération sacrifiée. Nos organisations demandent en urgence un plan de soutien supplémentaire en direction de la jeunesse. Au lieu de cela, la réforme de l'assurance chômage, rejetée par toutes les organisations syndicales et qui n'a d'autre but que de faire de nouvelles économies, est poursuivie. Elle pourrait pénaliser plus 1,7 millions de demandeurs d'emploi, parmi eux les plus précaires et particulièrement les plus jeunes. Nos organisations renouvellent leur exigence d'abandon de la réforme aux conséquences désastreuses, elles entament des recours juridiques pour faire échec à sa mise en œuvre et se mobilisent, aux côtés des salariés précaires, des intermittents, des saisonniers, intérimaires, etc. Elles militent pour le renforcement de la protection sociale qui passe également par l'abandon définitif de tout projet régressif en matière de retraites. Elles s'opposent aux vellétés d'intégrer au projet de loi de finances de la sécurité sociale, la part de budget de l'État consacrée à l'Agirc-Arrco et à l'Unedic. Le contexte de crise sanitaire conduit aussi à limiter les libertés et le rôle pourtant essentiel du syndicalisme. Nos organisations combattent toutes les entraves à l'activité syndicale et toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives notamment le droit constitutionnel de manifestation. Elles condamnent la prolongation sans fin de l'état d'urgence et appellent au retrait des dispositions contenues dans le projet de loi sécurité globale et les décrets sécurité intérieure qui remettent en cause ces libertés. Le 1^{er} mai est une journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales. Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement. Nos organisations réaffirment leur soutien aux combats qu'ils mènent avec leurs syndicats pour la justice sociale. Elles dénoncent la répression sanglante qui s'abat sur la population en Birmanie (Myanmar), ainsi qu'à l'encontre du syndicat HKCTU à Hong Kong dont le secrétaire général Lee Cheuk Yan est menacé de prison. Elles agissent pour le respect immédiat des droits démocratiques et syndicaux.

Nos organisations CGT, FO, FSU et Solidaires appellent toutes les travailleuses et travailleurs à se saisir du 1^{er} mai, partout en France, pour en faire une journée de mobilisation et de manifestation, pour s'engager avec détermination pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde.

COUP DE GUEULE

COLERE

Par Michel ETIEVANT



Je suis un fils d'usines. Et comme un enfant d'usine, j'ai vécu l'annonce de la mort (l'assassinat) de l'usine Ferropem de Petit Cœur en Savoie comme un arrachement. Une extraction de mes racines. Une mutilation, une annulation. Je dois tout à cette usine. Et par usine j'entends la chair et l'intelligence des hommes et des femmes qui l'ont bâtie dans l'espoir, la peine, l'accident, la mort parfois. Je la vis comme un éboulement de ma mémoire. Celle où défilent les sourires de tous ces errants des bords de la terre ou des champs environnants qui ont trouvé ici les racines et le pain. Ils étaient espagnols, italiens, polonais, plus tard algériens, portugais, repoussés par les plaies purulentes des guerres et des fascismes.

Je les revois sur le chemin de mon école, les visages encarbonnés de noir charbon ou encapuchonnés de blanc carbure. Après l'acharnement au travail dans les fournaies des coulées, ils attendaient que la sirène les libère derrière les grilles et nous allions les attendre juste pour la main qui accompagne. J'aimais ces « attentifs à l'espoir », ces « bâtisseurs de futur ». J'ai toujours vécu dans leur sillage et dans l'ombre de leurs cheminées. Mes jeux c'était l'usine, ma culture c'était l'usine, mon demain c'était l'usine, la main qu'ils posaient tendrement sur mon épaule pour accompagner ma vie c'était l'usine. Ils m'ont donné le goût de vivre, la saveur de la dignité, la croyance en un futur du bien vivre ensemble. Comme d'autres, je dois tout à cette usine, à son Comité d'entreprise surtout qui m'a offert mes premières vacances de mer, mes plus beaux livres et des bourses scolaires pour essayer « d'aller plus loin qu'eux dans les études » comme ils disaient en souriant.

Au-delà de la vie qu'ils m'ont donnée il y a surtout ce qui va mourir avec elle pour le simple profit d'actionnaires d'ailleurs. 221 emplois vont disparaître, 1000 emplois indirects, des savoir faire incomparables, des produits uniques à haute valeur ajoutée et toute la chaîne de vie locale patiemment construite pendant un siècle : la sous-traitance, le commerce, l'artisanat, les services publics, le budget communal et les projets qui lui étaient liés, toute une mémoire de conquies sociaux arrachés par ces infatigables porteurs d'Espérance.

Par le salaire de l'ouvrier paysan, l'usine a permis l'agriculture de montagne et l'entretien de la nature, mais aussi fait naître des stations de ski, une station thermale, et sa casse condamne tous les projets d'avenir que les élus locaux avaient envisagé. Je pense ce soir aux familles, aux enfants qui vont rester sur le bord d'un chemin commencé dans l'espoir en 1928. Ils nous appellent à la mobilisation, au refus du rejet, et de l'exclusion et de la casse sociale. Ils réclament vos mains...Debout.

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)